

**Coordination générale** Hervé Bichat, Philippe Dierickx,  
Marc Dufumier, Étienne Hainzelin, Marc Lévy, Camille Le Jean,  
Didier Oillo, Vatché Papazian, Henri Rouillé d'Orfeuil

## René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines

Colloque organisé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire  
de la parution de l'ouvrage *L'Afrique noire est mal  
partie*, de René Dumont



Colloque, 14 et 15 novembre 2012, Paris  
Une initiative de la Fondation René Dumont



# René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines

Colloque organisé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la parution de l'ouvrage  
*L'Afrique noire est mal partie*, de René Dumont

## Coordination générale

Hervé BICHAT  
Philippe DIERICKX  
Marc DUFUMIER  
Etienne HAINZELIN  
Marc LÉVY  
Camille LE JEAN  
Didier OILLO  
Vatché PAPAZIAN  
Henri ROUILLÉ D'ORFEUIL

## Rédaction

Camille LE JEAN

**Collection débats et controverses n°9**



## Panel 1 : Vers une révolution agro-écologique africaine ?

par **Éric Malézieux**,  
*Cirad*

En 1962, l'agronome René Dumont publiait *l'Afrique Noire est mal partie*, un regard nouveau, différent, dérangeant par bien des égards sur l'Afrique post coloniale.

### Synthèse des communications

Cinquante ans après, peut-on le démentir ? Quels regards ont aujourd'hui les agronomes sur cette Afrique dont on peut affirmer qu'elle est encore en proie aux démons du sous-développement ? Faut-il aller jusqu'à revisiter le sens de ce terme « développement » si décrié et qui malgré tout fonde les rapports Nord-Sud comme nous l'explique et nous le rappelle Dr Kadey Maitourama<sup>2</sup> dans son analyse ? L'Afrique fait bien face à une crise globale en réalité, dont l'agriculture est une facette, une cause ou une conséquence. Gilbert Etienne<sup>3</sup> nous rappelle ainsi que les 750 millions d'habitants au sud du Sahara (Afrique du Sud non comprise) consomment l'équivalent de l'Espagne (qui ne compte que 45 millions d'habitants) en énergie. Le problème est donc loin de n'affecter que l'agriculture : routes, infrastructures, les retards restent marquants.

-  
<sup>2</sup> Maitourama, K. (2012, 15 et 16 novembre). *Développement et développement international en question(s)*, In Communication Panel 4 : Comment les produits agricoles issus des exploitations familiales africaines pourront-ils reconquérir leurs marchés domestiques et les marchés internationaux des produits tropicaux ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

<sup>3</sup> Etienne, G. (2012, 15 et 16 novembre). *De René Dumont au mythe de la révolution verte*, In Communication Panel 1 : Vers une révolution agro-écologique africaine ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

Mais quelle est la situation de l'agriculture sub-saharienne aujourd'hui, 50 ans après la parution de l'ouvrage de René Dumont ?

Si l'on considère que la première fonction de l'agriculture est de nourrir les hommes, la situation de l'agriculture sub-saharienne reste alarmante aujourd'hui.

Faim, extrême pauvreté, malnutrition caractérisent encore le continent comme nous le rappelle Gilbert Etienne et nombre de publications. L'Afrique sub-saharienne reste la région du monde la plus touchée par la faim et la malnutrition. Plus de 230 millions de mal nourris, soit 30 % de la population selon les derniers rapports de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (16% en Asie du Sud, une autre région critique). On est loin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)... Si l'on ajoute que la faim et l'extrême pauvreté sont plus répandues en milieu rural que dans les villes, la situation est critique.

### Démographie et petite exploitation familiale

La question démographique est toujours d'actualité. La population de l'Afrique sub-saharienne devrait doubler entre 2000 et 2050, entraînant une hausse importante de la demande en calories et en micronutriments. Les productivités du travail et de la terre devront donc augmenter considérablement, dans un contexte difficile, marqué de surcroît par les risques liés au changement climatique. Si sur ce point de nombreux climatologues et agronomes s'accordent, la situation politique mondiale vis-à-vis du climat n'en reste pas moins peu encourageante comme nous le rappelle Arthur Riedacker<sup>4</sup>.

-  
<sup>4</sup> Riedacker, A. (2012). *René Dumont, Le développement agricole et la question climatique en Afrique sub-saharienne*, Communication présentée au Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines. France.

## Que nous disait René Dumont il y a 50 ans ?

Même si Jean-Marie Cour revient sur une polémique qui l'a opposé à René Dumont à travers l'étude EILTA<sup>5</sup>, principalement autour de la question de l'urbanisation plaie ou moteur du développement, la plupart des auteurs reviennent sur le caractère visionnaire et engagé de René Dumont. Il faut souligner la sortie récente (en 2012) de l'ouvrage exprimant les points de vue de 40 vétérans sur l'état de l'agriculture africaine<sup>6</sup> par Henk Mutsaerts et Paul Kleene. Les auteurs reviennent ainsi sur l'avenir de l'agriculture familiale, les voies de développement différenciées des zones de forêt et de savane, le problème des taux d'adoption des nouvelles technologies, autant de thèmes largement abordés par René Dumont.

## L'agriculture familiale est-elle l'avenir de l'agriculture africaine ?

René Dumont en était convaincu. 60% de la population africaine est rurale. La majorité des africains aujourd'hui sont toujours des petits paysans qui dépendent exclusivement de la petite agriculture non irriguée. Même si l'agriculture africaine est diverse et composite, une grande partie de l'agriculture africaine reste traditionnelle c'est-à-dire sans ou avec très peu d'intrants extérieurs au système. Quelle est sa viabilité dans le contexte de changement climatique et de tensions migratoires croissantes (positives ou négatives) ?

A l'opposé le modèle intensif des grandes exploitations et plantations a-t-il été un facteur de développement ? Peut-il l'être demain ? À quel coût environnemental, social et sanitaire peut-il se développer ? La plupart des auteurs restent convaincus de la nécessité de renforcer la petite agriculture familiale. La

question du foncier reste pour beaucoup un point de débat central en Afrique subsaharienne, comme à Madagascar. Depuis plusieurs années, divers pays comme la Chine ou l'Inde achètent ou louent des terres et organisent de grandes plantations pour couvrir une partie de leurs besoins en éthanol, céréales, canne à sucre, etc. Cependant, ne faut-il pas relativiser ce phénomène ? De plus, en dehors des questions éthiques et politiques sur ces appropriations, quelles sont les chances de réussite de ces grandes exploitations mécanisées au regard des expériences du passé ?

## Agriculture intensive versus agroécologie

Quelles sont les voies d'évolution pour l'agriculture africaine ? Y a-t-il nécessité d'intrants externes ou faut-il favoriser les ressources biologiques endogènes ? Même si les agendas des agences internationales de développement comme la FAO<sup>7</sup> et le Programme des Nations unies pour le Développement<sup>8</sup> (PNUD), prônent désormais de nouveaux modes de production - que l'on peut qualifier d'agroécologiques - la controverse continue à faire rage, avec derrière ces polémiques, de puissants intérêts et lobbies. Les tenants d'une nouvelle révolution verte agrochimique s'opposent aux tenants d'une agriculture agroécologique ou biologique. L'augmentation rapide des prix des produits vivriers en 2008 a relancé l'intérêt des décideurs africains pour de nouvelles « révolutions vertes » basées sur l'intensification chimique. Henk Breman<sup>9</sup> prône ainsi l'intensification - à partir d'engrais chimiques - comme la seule option efficace. Il développe à cet égard un exemple en zone sahélienne dans lequel la production fourragère pour le

<sup>7</sup> FAO. (2011). *Produire plus avec moins, Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne*. Rome.

<sup>8</sup> de Schutter, O. (2011). *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*. PNUD.

<sup>9</sup> Breman, H. (2012, 15 et 16 novembre). *Collaboration agropastorale sahélienne : intégration cultures et élevage comme business*, In Communication Panel 1 : Vers une révolution agro-écologique africaine ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom, Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

<sup>5</sup> Cour, J.-M. (1985). *Étude d'une image à long terme de l'Afrique subsaharienne*. Rapport à la CEE, Paris : SCET INTER- SCET AGRI- SEDES, 227 p.

<sup>6</sup> Mutsaerts, H.J.W. & Kleene, P.W.M. (2012). *What is the matter with African agriculture? Veterans' views between past and future*. Amsterdam : KIT Publishers. 383p.

bétail est augmentée par l'emploi d'intrants chimiques, agissant ainsi comme levier au développement.

Au plan de l'agroécologie, l'intégration des arbres dans les systèmes de culture, le développement des plantes de couverture, les interactions entre les systèmes de culture et les systèmes d'élevage constituent les principales orientations proposées, souvent dans la perspective d'une meilleure gestion du sol. On retrouve là des propositions déjà émises par René Dumont.

Ainsi René Dumont ne manqua pas, à l'occasion, de prendre position vigoureusement, sur les questions d'élevage, prônant l'intensification de la production agricole grâce à une meilleure intégration des cultures et de l'élevage. Philippe Lhoste revient sur ces positions affirmées à travers trois volets essentiels des relations agriculture-élevage : l'alimentation des animaux et les cultures fourragères, l'utilisation de l'énergie animale en agriculture et l'utilisation de la fumure animale pour l'entretien de la fertilité des sols.

René Billaz<sup>10</sup> rend compte des travaux conduits dans le nord du Burkina Faso (une zone marquée à la fois par l'aridité et la pression démographique) avec des organisations paysannes. Des travaux ciblés sur la lutte contre le ruissellement, la régénération des sols dégradés et l'amélioration des composts, selon une démarche agroécologique. Dans cette zone, la population a été multipliée par quatre en un siècle, une croissance démographique qui a bouleversé le rapport des habitants avec la nature : fin des jachères de longue durée, collecte de bois de feu difficile, déficience de ressources fourragères. Les familles paysannes de la région souffrent de déficits nutritionnels chroniques. Il note ainsi le développement de la pratique du *zai* qui consiste à

favoriser le stockage de l'eau en semant dans une cuvette de faible profondeur enrichie en matières organique d'origine locale (paille, cendre, déjections animales). Il faut noter aussi la mise en place des cordons pierreux destinés à retenir l'eau. Deux techniques qui ont indirectement permis la réapparition de plantes pérennes. René Billaz propose quatre composantes prioritaires pour faire évoluer et améliorer les performances de ces systèmes traditionnels : le *zai* mécanisé en traction asine, le petit élevage villageois, la fabrication de composts améliorés, le renforcement des études sur le renforcement des symbioses racinaires d'arbres utiles issus de la biodiversité (comme le moringa).

Au-delà de ces adaptations à des milieux que l'on pourrait presque qualifier d'hostiles pour l'agriculture, la situation de l'agriculture périurbaine connaît d'autres logiques. Les marges d'amélioration sont élevées. Joel Sotamenou<sup>11</sup> montre que l'agriculture urbaine et périurbaine représente aujourd'hui un potentiel d'utilisation de masse régulier de déchets organiques tel que le compost. Mais ces déchets organiques restent très peu utilisés par les agriculteurs pour des raisons organisationnelles (coût du transport par exemple) ou foncières (sécurité du foncier).

Une question reste néanmoins prégnante aujourd'hui. Comme le rappelle Bernard Terris<sup>12</sup>, l'agroécologie pourra-t-elle nourrir la planète ? Les rendements à l'hectare supposés moindres restent le principal argument des tenants de l'intensification chimique. On parle

<sup>10</sup> Billaz, R. (2012, 15 et 16 novembre). *La lutte contre le changement climatique au Burkina Faso, les défis de l'agro-écologie : le cas de la région Nord*, In Communication Panel 1 : Vers une révolution agro-écologique africaine ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

<sup>11</sup> Sotamenou, J. (2012, 15 et 16 novembre). *L'utilisation des déchets organiques en agriculture urbaine et périurbaine au Cameroun : une analyse économétrique*, In Communication Panel 2 : Les Africains resteront-ils maîtres de l'aménagement de leur territoire et les paysans de leurs terres ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom, Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret

<sup>12</sup> Terris, B. (2012). *L'agro-écologie : une solution pour la souveraineté alimentaire ?*, In Communication Panel 1 : Vers une révolution agro-écologique africaine ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.



aussi de « retour en arrière ». Ces deux arguments s'avèrent souvent peu exacts ou du moins bien éloignés de la réalité. Après les innombrables échecs de l'intensification à outrance en Afrique et leur inadaptation ou inacceptation par les sociétés locales peut-on rejeter une approche qui prône la compréhension des mécanismes naturels et sociaux pour la gestion durable des écosystèmes ?

### La question de l'utilisation des pesticides

Même si les données sont rares, on peut affirmer que l'Afrique dispose du taux d'utilisation des pesticides le plus faible au monde en agriculture. Le taux d'utilisation des engrais chimiques est également beaucoup plus faible que dans la plupart des régions du monde. À l'exception du coton ou du maraîchage périurbain intensif, et dans une moindre mesure des monocultures de café et de cacao, la consommation des pesticides en Afrique reste faible, bien en deçà de celle des autres régions du monde. On peut s'en réjouir au regard des dégâts environnementaux et sanitaires que les pays dits développés sont en train de découvrir à leurs dépens. Dans la plupart des cas, les exemples d'utilisation des pesticides en Afrique ont révélé des risques importants (surdosages, mauvaise utilisation entraînant des risques environnementaux et sanitaires), même si les données manquent. On peut aussi parier sur un accroissement continu du coût des intrants chimiques qui dépend du coût de l'énergie et qui remettra en question leur intérêt et leur utilisation. Mais cette faible consommation est aussi un indicateur de la très faible intégration de l'agriculture africaine au marché mondial.

### Zones de savane vs zones forestières

René Dumont, comme d'autres agronomes, eut coutume de distinguer le potentiel de développement différencié des zones de savane et des zones forestières. Il pensait d'ailleurs que le développement de l'agriculture serait plus simple et plus rapide en milieu forestier. Ce ne fut pas forcément le cas. Le bilan du développement appuyé sur les cultures et les filières d'exportation reste mitigé (hévéa,

palmier à huile, même le cacao à l'exception de la Côte d'Ivoire). Il reste souvent adossé à de grandes sociétés d'exportation. Le modèle de culture intensive du cacao basé sur la monoculture et l'utilisation d'intrants chimiques n'est pas durable au plan écologique, il a conduit en Côte d'Ivoire à la destruction systématique de la forêt humide, en utilisant la rente de fertilité offerte par sa défriche. Il faut au contraire rechercher des solutions durables dans les systèmes agroforestiers en Guinée forestière, au Cameroun, au Kenya. Ces systèmes offrent de multiples services et assurent une forte résilience, à la fois au plan climatique, économique mais aussi social et culturel. Citons les systèmes agroforestiers à base de café en Guinée ou dans les régions montagneuses de l'Afrique ou les systèmes à base de cacaoyers au Cameroun, qui assurent une multitude de services.

Patrick Dugué<sup>13</sup> et *al.* proposent une analyse approfondie de l'évolution des zones de savane d'Afrique de l'Ouest. Ils nous rappellent que la première révolution agricole des zones de savane a été marquée par le développement de la culture attelée et des cultures de rente (maïs, coton) sur des principes proches de ceux de la révolution verte. Cette véritable révolution technologique a pourtant conduit à une stratégie d'accroissement de la surface cultivée par actif au dépend de l'accroissement des rendements. C'est donc bien une *success story*<sup>14</sup> aux nombreux revers : dépendance au coton, simplification des systèmes traditionnels avec cultures associées, diminution de la fertilité des sols (liée à la pratique du labour sans apport organique), réduction des parcs arborés. Ces évolutions ont conduit à un essoufflement du modèle

<sup>13</sup> Dugué, P., Autfray, P., Blanchard, M., Djamen, P., Landry Dongmo, A., Girard, P., Olin, J-P., Sissoko, F. et Vall, E. (2012, 15 et 16 novembre). *L'agro-écologie pour l'agriculture familiale dans les pays du Sud : impasse ou voie d'avenir ? Le cas des zones de savane cotonnière de l'Afrique de l'Ouest et du Centre*, In Communication Panel 1 : Vers une révolution agro-écologique africaine ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

<sup>14</sup> Traduction : véritable succès.

agricole basé sur les systèmes semi-intensifs coton, céréales, élevage. Patrick et *al.* montrent bien l'importance des réserves spatiales en terres agricoles et pastorales par actif pour comprendre la dynamique de développement. Malgré ces revers, les agriculteurs des zones de savane restent attachés au modèle productiviste : efficience des engrais chimiques malgré la baisse de la matière organique du sol, culture continue (sans jachère), baisse du temps de travail constituent les principaux arguments.

Quelle solution d'avenir ? Les deux innovations technicistes : Organisme Génétiquement Modifié (OGM) et tracteur sont à la base d'importantes controverses. Des savoirs locaux pourraient cependant émerger de réelles innovations comme la réintroduction de légumineuses associées et le développement de parcs arborés à *Faidherbia albida*. Des solutions basées sur l'intensification écologique des terroirs existent. Mais Patrick et *al.* soulignent l'importance des verrous à l'adoption de ces innovations : d'une part la dépendance des agriculteurs à une structure organisationnelle de filière, ici la filière coton ; d'autre part la différence de conception entre agriculteurs et chercheurs. Les premiers privilégient respectivement des améliorations techniques et économiques même de court terme et les seconds qui privilégient certaines variables comme l'état du sol, la biodiversité ou différents services environnementaux. La prise en compte par les chercheurs d'éléments inhérents à l'organisation de l'exploitation comme le risque, la temporalité du retour sur investissement ou encore le besoin en travail et sa pénibilité constituent de premiers éléments pour concevoir de véritables innovations. Un second élément est constitué par l'absence de politiques publiques véritables en faveur de solutions agroécologiques. Accompagnement des filières et subvention des engrais chimiques ont souvent constitué les seuls leviers d'appui. L'absence de mesures incitatives et de dispositifs d'accompagnement pour les producteurs expliquent la faible adhésion des agriculteurs pour de nouvelles pratiques. Jérôme Lazard dans son analyse de la piscicul-

ture en Afrique noire<sup>15</sup> met en évidence des verrous similaires en nous offrant une vision chronologique des étapes du développement de la pisciculture : après l'échec des plans pisciculture respectifs de la période coloniale et des années 1970 - 1980 marqués par un encadrement fort, il souligne les progrès observés dans les années 1990 grâce aux approches systémiques basées sur un partenariat paysan - chercheur prenant en compte le fonctionnement systémique de l'exploitation agricole. Il souligne l'importance de la mise en place de mécanismes de soutien aux dispositifs organisationnels soutenant les petites entreprises piscicoles.

Je voudrais terminer par mon propre point de vue sur l'agroécologie. L'agroécologie n'est pas une nouvelle lubie qui sauvera l'Afrique. C'est à la fois une discipline scientifique en émergence, un ensemble de pratiques et un mouvement social. C'est un cadre conceptuel nouveau qui nous invite à considérer un nouvel espace systémique. En tant que chercheur c'est avant tout à la discipline que je me suis intéressé. L'agroécologie est avant tout l'emploi de principes et de concepts écologiques pour étudier, concevoir et gérer des agroécosystèmes durables (Altiéri). L'agronomie a eu besoin, il y a quelques années, de renouveler la vision du système qu'elle cherchait à optimiser. Replacer la parcelle agricole dans son contexte écologique et social, identifier les différents services écosystémiques auxquels doit répondre l'agriculture ont obligé l'agronome à modifier le regard qu'il portait sur le système. En Afrique, la prise en compte globale de l'interaction entre l'agriculteur et le milieu naturel et social dans lequel il évolue me paraît particulièrement nécessaire. Comment faire abstraction de cet équilibre, de cette osmose pourrai-je même dire ? Un nouveau

<sup>15</sup>Lazard, J., (2012, 15 et 16 novembre). *La pisciculture en Afrique Noire : une Histoire ou que des histoires ?*, In Communication Panel 2 : Les Africains resteront-ils maîtres de l'aménagement de leur territoire et les paysans de leurs terres ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

cadre conceptuel s'avère nécessaire, au niveau de la recherche comme au niveau des politiques publiques.

Ce nouveau cadre conceptuel implique des changements d'échelle. Moise Imbey<sup>16</sup> prône ainsi la prise en compte du terroir dans la dynamique de l'innovation. Ces changements d'échelle, de la parcelle à l'exploitation, de l'exploitation au terroir, sont aujourd'hui nécessaires. Un autre gap se situe, me semble-t-il, au niveau de la prise en compte des savoirs locaux dans l'interaction chercheur - paysan, des savoirs trop souvent négligés, voire bannis. Jean-Claude Mbocka<sup>17</sup> analyse ainsi les modalités des interfaces entre savoirs locaux et savoirs scientifiques.

René Dumont prônait déjà dans son ouvrage « *la nécessité de resituer chacun des gestes nouveaux dans la perception de l'univers propre du paysan* ».

Contact Éric Malézieux : [malezieux@cirad.fr](mailto:malezieux@cirad.fr)

Publications récentes :

- Malézieux E., Crozat Y., Dupraz C., Laurans M., Makowski D., Ozier Lafontaine H., Rapidel B., De Tourdonnet S., Valantin-Morison M., *Mixing plant species in cropping systems: concepts, tools and models.*, A review. Agronomy for sustainable development, 2009

- Malézieux E., *Designing cropping systems from nature.* Agronomy for sustainable development, 2012.

Pour en savoir plus : [www.cirad.fr/hortsys](http://www.cirad.fr/hortsys)

<sup>16</sup> Imbey, M. (2012, 15 et 16 novembre). *La contribution de l'agriculture et de la forêt dans la gestion des terroirs africains*, Communication présentée au Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines. France.

<sup>17</sup> Mboka, J-C., (2012, 15 et 16 novembre). *Savoirs locaux et développement agricole en Afrique subsaharienne*, In Communication Panel 3 : Les paysans et leurs organisations pourront-ils défendre leurs intérêts et promouvoir des agricultures familiales, productives et à haute valeur sociale et environnementale ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.



## René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines

### Coordination générale :

Hervé Bichat  
Philippe Dierickx  
Marc Dufumier  
Étienne Hainzelin  
Marc Lévy  
Camille Le Jean  
Didier Oillo  
Vatché Papazian  
Henri Rouillé d'Orfeuil

### Rédaction :

Camille Le Jean

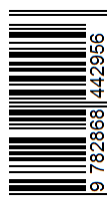
En 1962, René Dumont publiait *L'Afrique noire est mal partie*. Ce livre, qui concernait essentiellement l'Afrique de l'Ouest, fit scandale à l'époque car il intervenait au lendemain des indépendances des colonies européennes, à un moment où les jeunes États africains pouvaient espérer un développement prometteur. 50 ans après, les Éditions du Seuil ont réédité l'ouvrage. Relire le texte de l'illustre agronome et confronter ses enseignements à l'histoire des 50 dernières années et à l'état des connaissances agronomiques d'aujourd'hui nous est apparu d'une grande utilité pour comprendre la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne et entrevoir quelles pourraient être les voies de son avenir.

C'est pourquoi la Fondation René Dumont prit l'initiative d'abord de lancer un appel à communications puis d'organiser les 15 et 16 novembre 2012, un colloque sur le devenir de l'agriculture et des politiques agricoles africaines au sud du Sahara. Au cours de la première journée, le colloque profita des nombreuses communications, regroupées et synthétisées autour de quatre grandes thématiques dont se préoccupait déjà René Dumont dans les années 1960 : l'agro-écologie ; la maîtrise du foncier ; l'avenir de l'agriculture familiale ; l'accès aux marchés. Au cours de la deuxième journée, le colloque fut l'occasion d'entendre une variété de personnalités sur le thème des politiques agricoles et de coopération qui seraient à mettre en œuvre pour promouvoir le développement d'une agriculture productive, rémunératrice et durable en Afrique subsaharienne.

La présente publication, complétée par un CD-Rom, rend compte des résultats.

**La collection Débats & Controverses accueille des textes issus de discussions autour des grandes thématiques d'actualité qui animent le monde du développement. Les textes, publiés sous forme électronique, sont téléchargeables gratuitement sur le site du Gret : [www.gret.org](http://www.gret.org), rubrique Ressources en ligne. Cette collection est dirigée par Marc Lévy et Danièle Ribier.**

ISBN : 978-2-86844-295-6



La présente publication bénéficie du soutien de l'Agence française de développement. Les idées et les opinions présentées sont celles des organisateurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.



Campus du Jardin tropical  
45 bis avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France  
Tél. : +33 (0)1 70 91 92 00  
Fax : +33 (0)1 70 91 92 01  
E-mail : [gret@gret.org](mailto:gret@gret.org)  
Site Web : [www.gret.org](http://www.gret.org)

